



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N°7 16 février 2022

En bref

La réforme de la loi sur les établissements de crédit a été approuvée mercredi 16 février par le Congrès mexicain avec 266 voix pour et 219 contre. La réforme permettra ainsi au ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) à travers de l'UIF (Unité de renseignements financiers) de bloquer des comptes bancaires sans obligations de notifier les particuliers ou les entreprises lorsque l'organisme détecte des indices de délits de financement d'activités illicites ou de blanchiment d'argent.

Zoom sur la malnutrition dans les pays du Triangle Nord :

Selon une étude de l'association Habitat for Humanity, 22 millions de personnes habitant dans les pays du Triangle nord n'ont pas un revenu suffisant pour couvrir leurs besoins alimentaires de base. L'étude précise que les revenus des ménages vivant dans le corridor sec des trois pays d'Amérique centrale ont diminué de 20% depuis le début de la pandémie. Cette zone couvre 30% de la superficie de la région Amérique centrale et se caractérise par une sécheresse intense alternant avec une période de pluies torrentielles due au phénomène météorologique El Niño. L'association souligne le rôle primordial du gouvernement central de chaque pays dans l'accès aux infrastructures et aux financements qui restent pour l'instant insuffisants.

LE CHIFFRE À RETENIR

+31,2%

Le nombre de touristes en 2021.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 16 février, le Mexique enregistrait 314 128 décès en raison de **l'épidémie de COVID-19**, soit +1,12 % en une semaine. 5 344 840 cas confirmés ont été enregistrés (+2,94 % en une semaine). Au 16 février, 65,08 % de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

Le ministère des finances et du crédit public a **informé de l'ajustement du stimulus fiscal sur les carburants** du 12 au 18 février : La subvention au paiement de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) est désormais de 100% pour l'essence de moins de 91 octanes (contre 93,3% la semaine précédente). Par ailleurs, le soutien au paiement de cette taxe pour l'essence d'indice supérieur ou égal à 91 et les combustibles non fossiles est maintenant de 83,5%, contre 71,5% la semaine précédente. Pour le diesel, le Trésor a également appliqué un ajustement à la hausse, puisque le soutien est passé de 81,01% à 89,6%.

3 ECONOMIE

La production industrielle au Mexique en 2021 a enregistré sa plus forte croissance en 24 ans, grâce à la fabrication industrielle, la construction et l'activité minière. Ainsi, l'indicateur mensuel de l'activité industrielle (IMAI) a enregistré une hausse de 6,71 % (g.a) en 2021, selon l'Institut national de la statistique et de la géographie (INEGI). Ce résultat est le plus élevé depuis 1997, où l'activité industrielle avait enregistré une

hausse de 8,03 %. En 2020, l'IMAI a enregistré une baisse de 9,97 % en raison de la pandémie de COVID-19. En 2021, l'augmentation de l'IMAI serait le résultat de la hausse du secteur manufacturier (+8,74% g.a), de la construction (+7,33% g.a) et du secteur minier (+1,95% g.a).

Les perspectives économiques du Mexique continuent de se détériorer. Cela est dû entre autres, à l'augmentation de la contagion du nouveau variant omicron, à la perception croissante d'un durcissement du cycle monétaire mondial et à l'action publique qui génèrent de l'incertitude pour les investisseurs, selon l'Institut mexicain des cadres financiers (IMEF). Selon eux, en 2022, le secteur extérieur restera le principal moteur de l'économie nationale et la volatilité des prix du pétrole et les conflits géopolitiques seront des facteurs à suivre. Ainsi, les perspectives de croissance économique pour 2022 se sont détériorées dans l'enquête de l'IMEF, qui estimait 2,7% de croissance dans l'enquête de janvier, contre 2% en février.

En 2021, les arrivées de touristes internationaux au Mexique ont enregistré une reprise notable **bien qu'elles demeurent inférieures** aux niveaux atteints en 2019. Fin 2021, l'INEGI a enregistré l'arrivée de **31,8 M de touristes étrangers**, un chiffre inférieur de 29,2% à celui pré-pandémie (2019), mais 31,2% supérieur à 2020. Les dépenses totales des touristes internationaux au Mexique étaient de 18,5 Mds USD à fin 2021, soit une baisse de 20,7 % par rapport aux chiffres de 2019.

Au Mexique les entreprises familiales contribuent pour au moins 85% au PIB et représentent 90% des unités commerciales du **pays, selon l'INEGI**. Toutefois, celles-ci ont une durée de vie limitée puisque seules un tiers d'entre elles parviendraient à la deuxième

génération et à peine plus de 10% à la troisième génération.

La Banque du Mexique (Banxico) a revu à la hausse ses prévisions d'inflation pour atteindre 4% d'ici fin 2022. Dans les prévisions publiées en décembre, la prévision était alors de 3,5%. Par trimestre, la banque centrale s'attend à ce que l'inflation soit de 6,9% pour la période janvier-mars, de 5,4% entre avril et mai et de 4,6% en juillet-septembre. En janvier, l'indice national des prix à la consommation (INPC) s'est établi à 7,07% (g.a), soit son deuxième mois consécutif de décélération, selon l'Inegi. Toutefois, l'indicateur reste bien au-dessus de la fourchette cible de la Banque du Mexique (3% +/- 1%).

La Banque Centrale du Mexique (Banxico) a **relevé son taux d'intérêt** directeur de 50 points de base, le faisant passer de 5,5% à 6%. Il s'agit de la 6^{ème} hausse consécutive des taux. Cette décision a été particulièrement soutenue par Victoria Rodriguez Ceja, désormais gouverneur de l'institution depuis le 1^{er} janvier 2022. Cette décision renforce notamment la crédibilité de l'engagement de Banxico à atteindre ses objectifs de stabilité des prix (inflation de 3% +/- 1%). En effet, elle intervient suite à une révision à la hausse des prévisions d'inflation.

Les avocats du Michoacán (**d'où provient 75% de la production nationale**), se sont vu refuser **l'accès au marché étasunien après qu'un fonctionnaire du service d'inspection sanitaire de l'USDA ait été menacé par téléphone alors qu'il inspectait des cargaisons exportables dans cet Etat**. Selon l'ambassade des États-Unis au Mexique, la suspension de l'inspection n'affecte pas les avocats en transit. L'ambassade a également souligné que la suspension était motivée par des raisons de sécurité et non par des raisons phytosanitaires. De tous les produits agricoles mexicains, les avocats sont les

troisièmes plus exportés, dépassés seulement par la bière et la tequila. Le Michoacán s'attendait à exporter pour 350 M USD d'avocats en février.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

L'Institut national pour la transparence, l'accès à l'information et la protection des données personnelles (INAI) a ordonné à Petróleos Mexicanos (Pemex) de rendre des comptes. **L'entreprise devra lui remettre un document qui a vocation à expliquer la destination des 50 M USD restitués par l'entreprise Altos Hornos de México dans le cadre de l'accord de réparation pour la surévaluation de l'achat de l'usine Agronitrogenados**. Un accord de réparation a été signé, dans lequel l'entreprise de Carlos Ancira a accepté de couvrir le montant de près de 216,7 M USD, en trois versements, le premier d'un peu plus de 50 M USD, a informé l'INAI dans un communiqué publié jeudi.

Les experts ont discuté des implications **environnementales de l'initiative** de réforme de **l'électricité** lors du Forum de discussion ouvert au Parlement. Selon l'IMCO, l'initiative pourrait entraîner une augmentation de 26 à 65% des émissions de dioxyde de carbone par an. Alors que Mexico devrait investir au moins 6 Mds USD d'ici 2024 pour atteindre ses objectifs en matière de production d'énergie propre, la réforme diminue les incitations à investir dans les énergies renouvelables pour les entreprises privées.

Indicateur	Variation depuis le 09/02/22	Variation sur un an glissant	Niveau 16/02/2022
Bourse (IPC)	+1,7%	+19,13%	53 680,86 points
Taux de change USD/MXN	-1,16%	+0,65%	20,40
Taux de change EUR/MXN	-1,41%	-5,40%	23,06
Prix du baril mexicain	+3,12%	+48,71%	86,21

population costaricienne. Cette réforme modifiera structurellement le principal impôt dont dispose le pays, affectant ainsi un grand nombre de la population.

Le FMI réalisera en mars 2022 sa première évaluation. Les experts du FMI examineront début mars 2022 si le Costa Rica montre l'accomplissement d'objectifs antérieurement convenus lors de l'accord entre le Gouvernement et le Fonds en janvier 2021. Cet examen est notamment nécessaire pour le second décaissement de 296 M USD. Rappelons que le FMI a accordé un financement total de 1,8 Mds USD sur 36 mois afin de soutenir la récupération économique du pays. Le Costa Rica a déjà reçu une première enveloppe de 296,5 M USD, et les prochaines suivront tous les 6 mois, si le pays honore ses engagements. Les objectifs imposés par le FMI se réfèrent notamment aux grands agrégats macroéconomiques, à savoir le déficit public, la dette publique, ainsi que l'inflation. A ce propos, le Gouvernement costaricien a déjà rempli certaines obligations, en affichant notamment un meilleur déficit primaire qu'espéré. L'accord avec le FMI contient également tout un ensemble de réformes structurelles, notamment de réformes fiscales mais aussi de réforme de l'emploi public, aujourd'hui sur les bancs de l'Assemblée Nationale.

Amérique centrale

1. Costa Rica

Augmentation de 17% du prix des logements neufs. Selon le centre d'études des affaires financières et immobilières (Cenfi), le cout d'achat d'une maison neuve a augmenté de 17% entre 2019 et 2021, alors même que les revenus moyens par foyer ont diminué de 2,4%. Selon le Cenfi, si l'on suppose qu'un foyer costaricien consacre près de 40% de ses revenus au remboursement d'un prêt immobilier, alors qu'il lui fallait 11 ans pour le rembourser en 2019, il lui faudra maintenant 12,5 ans en 2022.

L'agenda fiscal du programme du FMI entre en discussion à l'Assemblée Nationale. La réforme relative à l'impôt sur le revenu ainsi que la modification de l'impôt sur les maisons de luxe, deux initiatives négociées par le Gouvernement avec le FMI, dans le cadre du programme du Fonds, sont actuellement en cours de discussion à l'AN. La réforme de l'impôt sur le revenu est notamment très attendue de la part de la

2. El Salvador

Le portefeuille de prêts des institutions financières connaît une croissance de 7% g.a en 2021, pour atteindre 15,8 Mds USD. En parallèle, les dépôts ont enregistré un dynamisme plus faible en 2021 (+2,8%) après une croissance importante en 2020 (+11,8%) et clôturent l'année à 16,9 Mds USD. Ces derniers ont été portés par le secteur privé (+3,6%) tandis que les dépôts du secteur public ont connu une baisse de 5,2%.

Les exportations salvadoriennes ont atteint 6,6 Mds USD en 2021, en hausse de 31,8% en valeur. Les exportations du secteur minier (+60%)

et des *maquilas* (+41%) ont été les principaux contributeurs à la hausse. A l'inverse, les exportations dans le secteur de l'électricité et du gaz se sont effondrées de 75% sur l'année. Le secteur manufacturier compte pour 79% du total des exportations en valeur avec 5,2 Mds USD d'exportations. 45% de ces exportations ont été à destinations de l'Amérique centrale, suivis des Etats-Unis avec 39%. Les importations ont quant à elles augmenté de 47% g.a. en valeur et 18% en volume pour atteindre 15 Mds USD. Les Etats-Unis ont été les premiers fournisseurs avec 27% des importations, suivi des autres pays d'Amérique centrale (22% des importations du pays) et de la Chine (17%).

3. Guatemala

Le Président Giammattei est accusé par le média *El Faro* d'avoir reçu 2,6 MUSD de pot de vin d'entreprises du secteur de la construction pour le financement de sa campagne présidentielle de 2019. Un témoignage anonyme précise que les entreprises concernées avaient obtenu du Président le maintien du Ministre des infrastructures de l'époque José Luis Benito et la signature de contrats illégaux atteignant 191 MUSD pour la construction de routes. Ces révélations de corruption ont été recueillies par la juge Erika Aifán, actuellement accusée par le Ministère de la justice qui souhaite lui enlever son immunité pour « abus d'autorités ».

La Banque centrale publie ses prévisions pour l'activité économique 2022. La croissance du PIB devrait se situer entre 3,5% et 5,5% après le rebond de 2021 (+7,5%). Tous les secteurs verront leur activité augmenter : le secteur « hôtellerie et restauration » de 12%), le secteur minier et celui des transports avec +6% et le secteur financier à +5,2%. L'inflation en 2022 s'approchera de la cible fixée par le Conseil monétaire, à savoir 4%±1%. Les remesas, après une hausse de 35% en 2021, continueront de croître de 11% en 2022. Les

crédits bancaires, notamment au secteur privé (+9,5%), soutiendront la croissance.

Baisse des salaires et hausse du chômage selon le rapport 2021 sur l'emploi de l'institut national de statistique. Le taux de chômage s'élève à 2,2% à fin 2021 alors que 8,1% de la population active était en situation de sous-emploi à la même date. Ce chômage est davantage présent dans les zones urbaines, avec 5,7% de chômeurs contre 1,1% en zone rurale. En outre, 71% de la population active travaille dans le secteur informel. Le salaire moyen atteint 286 USD (2 207 GTQ). Les femmes restent sous-payées à travail égal: 232 USD contre 316 USD pour les hommes.

4. Honduras

Selon l'institut national de statistique (INE), la corruption, la pandémie et de passage des ouragans sont responsables de l'explosion de la pauvreté qui touche désormais 70% de la population, dont 50% en extrême pauvreté. Le président de l'INE accuse l'ancien gouvernement d'avoir dissimulé ces chiffres et suggère au nouveau gouvernement de recréer un cadre des affaires favorable pour attirer les IDEs.

5. Nicaragua

Le Nicaragua confirme le lancement d'un projet hydroélectrique de 251 MUSD, financé par l'entreprise chinoise China Communications Construction Company. Situé sur la rivière Tuma, il permettra d'ajouter 104 MWh à la capacité installée du pays et s'insère dans la transformation de la matrice énergétique vers l'utilisation d'énergies renouvelables. En outre, l'installation hydroélectrique s'inscrit dans le Plan national de lutte contre la pauvreté et de développement humain 2022-2026, qui vise à garantir l'accès à une électricité durable et propre à la population. L'entreprise chinoise qui

injectera au total 564 MUSD dans des projets d'énergies renouvelables au Nicaragua, fait partie de la liste américaine de l'OFAC.

6. Panama

Pour une régulation du marché des produits pharmaceutiques? Dans un contexte de prix élevés des médicaments, nombreuses sont les associations de défense des patients, à réclamer une régulation des prix dans les pharmacies. De leur côté, les organisations professionnelles, telle que la Chambre de Commerce, expliquent que **réguler l'activité ne résoudra pas le problème du prix élevé des médicaments**, et prônent davantage une stimulation du marché en favorisant la concurrence. Selon le Président de la Chambre de Commerce, plus il y aura de concurrence sur le marché de la production de médicaments, et moins les prix seront élevés pour le consommateur. La Chambre recommande d'ailleurs, de promouvoir le développement d'une industrie pharmaceutique au Panama afin de favoriser une production nationale de médicaments. Plusieurs initiatives de la part des associations de patients sont actuellement à l'étude sur les bancs de l'Assemblée Nationale et une possible proposition de loi pourrait à court terme en sortir. Plusieurs députés rappellent qu'au Panama, beaucoup de personnes meurent par faute de pouvoir se payer des médicaments. Rappelons aussi aujourd'hui que 95% des produits pharmaceutiques sont importés, ce qui rend le Panama dépend du commerce international en ce qui concerne son approvisionnement en médicaments. Par ailleurs, les processus bureaucratiques d'enregistrement d'un médicament par le Ministère de la Santé, sont devenus aujourd'hui de réels freins à la chaîne d'approvisionnement de médicaments, et influent à la hausse sur le prix de ceux-ci. Une réforme, plus qu'une régulation, du marché des produits médicamenteux semble nécessaire à court terme.

Plus de 100 000 panaméens à la recherche d'un emploi. L'inadéquation sur le marché du travail entre une offre peu qualifiée et une demande hautement qualifiée et ciblée sur des secteurs de l'économie externe (Canal, mines, ports,...) commence à inquiéter les spécialistes. Le Panama est en train de vivre une crise historique en matière d'emploi. La quasi-totalité des emplois créés depuis deux ans concerne le secteur public. A l'inverse, le secteur privé ne recrute plus par manque de demande interne, notamment les secteurs de la construction et du commerce de détail, qui représentent à eux deux près de 27% de l'emploi total. A octobre 2021, la Controloria General indiquait que sur les 108 975 personnes recherchant un travail, près de 58 000 étaient des femmes et la grande majorité entre 20 et 24 ans.

Actualisation du PIB à 15,5% pour 2021. Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) a revu à la hausse les calculs du PIB pour l'année 2021, passant de 9% à 15,5%, une estimation similaire aux calculs de Fitch et Moody's (15%). En mars 2022, l'Institut de Statistiques panaméen devrait sortir les chiffres officiels de la croissance 2021. Selon le MEF, le PIB nominal (ne tenant pas compte de la variation des prix) aurait atteint 63,7 Mds USD fin 2021. A titre de comparaison, en 2020, le PIB nominal avait atteint 54 Mds USD. Néanmoins, l'année 2021 n'aura pas permis de rattraper les niveaux de croissance atteints avant la pandémie (67 Mds USD de PIB en 2019). La croissance en 2021 s'explique avant tout par un rebond statistique par rapport à 2020 (-17,9%). En ce qui concerne les prévisions pour 2022, le MEF projette une croissance de 5%, portée par les secteurs du transport (canal, port, transport aérien) et de l'industrie minière.

Ouverture imminente du Terminal 2 de **l'aéroport international de Tocumen**. La mise en service du Terminal 2 de Tocumen est prévue au cours du premier semestre 2022. Bien que l'ensemble des installations de ce terminal soient déjà prêtes à usage, Raffoul Arab, DG de l'aéroport, rappelle que la mise en service d'un terminal est un processus complexe, qu'il convient de bien préparer. La mise en service

totale du terminal comprend l'activation de systèmes de communication intégrés, de protocoles migratoires, douaniers et policiers, ainsi que l'ensemble des activités commerciales et connexions de mobilité (métro-avion). Aujourd'hui, le T2 symbolise la réactivation économique du pays et promeut le Panama comme hub des Amériques.

Caraïbes

1. République Dominicaine

La Banque centrale de la République dominicaine et les surintendances des banques, du marché et des valeurs mobilières, des pensions et des assurances ont lancé le premier Hub d'innovation financière de la République dominicaine. Ce Hub vise à faciliter le développement d'innovations financières et technologiques et informer sur le cadre réglementaire et de surveillance des systèmes bancaires, des paiements, des assurances, des pensions et des marchés de valeurs mobilières. En outre, le Hub permettra d'analyser, de tester et d'évaluer les initiatives privées en préalable au processus officiel d'approbation et d'offrir des financements aux TPE-PME du secteur.

L'investissement public en République dominicaine atteindrait environ 140 Mds DOP au cours de l'année 2022. Le ministre délégué à la Planification et l'investissement public du ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement, Pavel Isa, a déclaré que la reprise économique, revitalisée par la performance du tourisme et des transferts de fonds, permettra de répondre aux attentes de la population concernant la construction d'infrastructures (eau, logement, énergie, santé, écoles). Toutefois, le ministre délégué a précisé

que le principal défi à relever était la création d'emplois de qualité afin d'atténuer l'inflation suite à la hausse des prix du pétrole et des matières premières sur les marchés internationaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de mobilité urbaine durable (PMUS), le président Luis Abinader a inauguré le corridor de bus de l'avenue Churchill. Ce corridor de 12 kilomètres de distance relie le district national de Saint-Domingue du nord au sud sur l'un de ses axes principaux, l'avenue Winston Churchill. En outre, le corridor rejoint le Système de transport intégré avec le métro et le téléphérique de Saint-Domingue, tous deux construits par des entreprises françaises. Ainsi, dans le cadre d'un partenariat public-privé, 285 propriétaires de voitures dites de transport public sont devenus actionnaires de la nouvelle société : « Corredor Churchill ».

Le président de la République dominicaine, Luis Abinader, a annoncé la suppression de toutes les mesures restrictives imposées pour lutter contre le COVID-19. Un an après le lancement du Plan national de vaccination, le président a annulé l'utilisation obligatoire de masques, la présentation de la carte de vaccination pour l'accès aux espaces publics et privés et les restrictions dans les espaces publics. En outre, le président a déclaré que le gouvernement continuera à inviter volontairement la population à se faire vacciner jusqu'à ce que le calendrier de vaccination soit complet, en garantissant l'accès aux doses à toute la population.

2. Cuba

Lancement d'un passeport sanitaire cubain. Les autorités sanitaires cubaines ont annoncé l'entrée en vigueur, le 14 février, du « *certificat sanitaire cubain* ». Encore en phase d'essai, ce certificat est accessible en version numérique mais aussi en version papier. Le nouveau « *pass sanitaire* » cubain repose sur un QR code avec les

données personnelles de l'individu et des informations relatives à sa vaccination validés par le ministère de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Au 13 février 2022, plus de 9,8 millions de cubains **bénéficiaient d'un cycle vaccinal complet**. Ainsi, 88% de la population totale (94% de la population vaccinable) serait complètement immunisée à ce stade, faisant de Cuba le troisième pays avec la plus grande part de sa population complètement vaccinée. Par ailleurs, plus de 5,7 millions de personnes avaient déjà reçu la dose de rappel.

La compagnie American Airlines augmentera ses opérations aériennes vers Cuba. La compagnie aérienne américaine a annoncé que La Havane bénéficiera, à compter du 3 mars 2022, de deux vols supplémentaires au départ de Miami (*passage de 4 à 6 fréquences quotidiennes*). Au travers de cette augmentation de la desserte, *American Airlines* souhaite répondre notamment à la demande de la communauté cubano-américaine (dont 1,2 millions de personnes en Floride) **et devient ainsi l'un des acteurs économiques américains les plus présents à Cuba**. Actuellement, les acteurs *JetBlue* (*2 vols quotidiens au départ de Fort Lauderdale*), et *Southwest* (*un vol journalier au départ de Tampa*) proposent des liaisons aériennes depuis la Floride.



Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 16/02/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	775 318 <i>Décès : 7 847</i>	80,16% <i>(14/02)</i>
Cuba	1 062 748 <i>Décès : 8 477</i>	93,59% <i>(14/02)</i>
Guatemala	744 754 <i>Décès : 16 679</i>	38,89% <i>(15/02)</i>
Haiti	30 121 <i>Décès : 809</i>	1,24% <i>(30/01)</i>
Honduras	404 764 <i>Décès : 10 608</i>	51,58% <i>(11/02)</i>
Jamaïque	127 294 <i>Décès : 2 755</i>	25,51% <i>(16/02)</i>
Nicaragua	17 895 <i>Décès : 223</i>	80,14% <i>(16/02)</i>
Panama	746 695 <i>Décès : 7 987</i>	72,53% <i>(16/02)</i>
El Salvador	147 786 <i>Décès : 4 027</i>	69,87% <i>(15/02)</i>
République dominicaine	570 636 <i>Décès : 4 351</i>	64,30% <i>(15/02)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>